

Le boycott d'Israël enflamme la vie culturelle

🕒 14 min ▪ Par Ève Beauvallet



Rassemblement à Paris le 16 mai, commémorant la Nakba, l'exode forcé des Palestiniens. Valérie Dubois. Hans Lucas Valérie Dubois. Hans Lucas

Epouvantail liberticide pour les uns, outil de résistance pacifique pour les autres, le boycott des artistes et sponsors liés de près ou de loin à Israël agite tous les événements culturels en France. Réunis à Marseille, les militants font le point sur leurs victoires et échecs récents.

«Laissons donc la poésie, le chant, le cinéma rapprocher les êtres, exhorte le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. *La culture transcende tout.*» Vraiment tout ? Ce vendredi 15 mai, au palais du Pharo à Marseille, un parterre d'artistes et de représentants culturels et diplomatiques de Tunisie, d'Egypte, du Liban, d'Algérie, de Palestine, du Maroc, écoute le ministre français inaugurer la Saison Méditerranée, giga saison culturelle dépliée jusqu'en octobre pour

valoriser le dialogue avec les scènes artistiques arabes. Dans l'assemblée comme tout autour d'eux, dans la deuxième ville de France connue pour ses diasporas arabes et le dynamisme de ses réseaux militants, la colère gonfle toujours plus face à l'absence de sanctions internationales contre Israël. Mais Jean-Noël Barrot tient à être «clair» : «*Le boycott culturel n'apporte aucune solution aux crises politiques.*» Regards en coin, huées, sifflets.

Encore essentiellement cantonné à l'Allemagne ou aux Etats-Unis depuis le 7 octobre 2023, le sujet du boycott culturel d'Israël est devenu omniprésent en France ces derniers mois. Notamment au ministère de la Culture et des Affaires étrangères, qui viennent d'échapper à la cata : selon nos informations, plusieurs structures culturelles de cette Saison Méditerranée faisaient savoir qu'elles renonceraient à l'événement en cas de maintien de l'enveloppe donnée par Axa. Soit 100 000 euros émanant d'une banque qui, comme la BNP, est accusée de tirer profit de l'économie israélienne d'occupation illégale. Non pas seulement par le BDS (le mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions lancé en 2005 par des ONG palestiniennes). Mais aussi par Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les Territoires palestiniens occupés, dans son rapport de juillet 2025. L'effet domino des désistements aurait pu ruiner 500 événements sur cinq mois, et des années de travail diplomatique. Les autorités ont finalement renoncé à la contribution inflammable d'Axa. A contrecœur, si l'on se réfère au discours du ministre ?

Bien sûr qu'Emmanuel Dror, «Dror» tout court dans la galaxie militante, s'en félicite. Et confirme : l'agenda des instances du boycott en France est bien chargé ; il l'a notamment été en juin avec le dossier du centre Pompidou et de son partenariat avec la multinationale Hanwha, fournisseuse d'armes à Israël. Ce chercheur en biophysique de 57 ans, militant depuis dix-sept ans au BDS, auteur de l'essai *la Fierté de Gaza* (Terres de feu, 2025), a cofondé en septembre 2025, avec une douzaine d'autres militants, le Fracbi, l'instance qui, en France, supervise le boycott culturel, universitaire et sportif. Ce comité de pilotage, explique-t-il, coordonne les actions d'une vingtaine de collectifs, en France, et s'en réfère toujours à la «maison mère» à Ramallah, le Pacbi. Trois volets d'actions les occupent : dissuader les artistes français de se produire en

Israël ; surveiller les sponsors des institutions culturelles ; animer les débats autour de la politique de circulation des œuvres. Le chantier des sponsors à trier, donc, «*avance bien*», emportant l'adhésion d'un nombre croissant d'acteurs culturels, désormais occupés à scanner chaque ligne budgétaire et lancer l'alerte. En revanche, la question du boycott des œuvres et artistes, elle, est largement impopulaire. L'enquête de l'Ifop pour le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), intitulée «Le regard des Français sur le boycott des artistes israéliens et des artistes français pour leur soutien présumé à Israël» et rendue publique cette semaine, montre qu'un quart des Français le trouve justifié. Sans surprise, c'est parmi les sympathisants LFI (71 %) et des Ecologistes (40 %) qu'on trouve le plus de partisans de ce type de boycott. Et chez les plus jeunes (54 % des 18-24 ans et 20 % des plus de 35 ans). Mais 80 % des interrogés le juge en tout cas inefficace. La faute à qui ? Pour une part, à la confusion générale entre les préceptes du Pacbi, leur appropriation par la société civile et leurs dévoiements. «*On nous fait dire n'importe quoi*», assure Emmanuel Dror. Ces dernières semaines, les conflits se sont multipliés à rythme métronomique, visant tantôt le positionnement politique des artistes, tantôt le contenu même de leurs œuvres, tantôt leurs liens avec les instances officielles israéliennes, tantôt leurs stratégies de lutte contre le régime.

Dans les viseurs par exemple, la DJ Barbara Butch, en raison de ses prises de position en faveur de la très controversée loi Yadan. Le dessinateur Joann Sfar, pour une œuvre accusée de relativiser les crimes du gouvernement israélien. Ou encore la plasticienne israélienne Sigalit Landau, accusée par plusieurs confrères de l'exposition «Méditerranée» de la Villa Datris, dans le Vaucluse, de «blanchir» le régime en acceptant «*un rôle d'ambassadrice culturelle officielle de l'Etat d'Israël*». Récemment aussi, la campagne «BDS France» appelait au boycott du festival parisien Jazz'n'Klezmer parce que le logo de l'ambassade d'Israël y figurait. «*Depuis qu'il n'y figure plus, nous n'appelons bien sûr pas au boycott de cette musique juive d'Europe de l'Est*»... qui n'a en effet rien à voir avec les crimes commis par Israël. Mais le mal de l'autocensure des programmeurs est fait, dénonçait le musicien David Konopnicki dans le média *Tenoua*.

Point limite

Chaque fois, ces campagnes sont soupçonnées de mal camoufler leur antisémitisme. Par le Crif notamment, ou par l'Observatoire de la liberté de création, qui, pour le cas de Joann Sfar, présumait immédiatement d'autres motivations de la part des boycotteurs en avançant *«qu'aucun artiste ne doit être visé, empêché ou censuré en raison de ses opinions réelles ou supposées, de ses origines ou de sa religion»*. Mais c'est bien sûr l'«affaire Nadav Lapid» qui achevait, à la mi-juin, de braquer l'opinion publique jusque dans les arrières-cuisines des cercles militants de gauche. Jusqu'à devenir ce «point limite» au-delà duquel la radicalité de la lutte semble flotter vers la galaxie du non-sens. Car enfin, n'y a-t-il pas meilleur client à cibler qu'un cinéaste star de la dissidence, un allié de l'intérieur, un frère de lutte qui a quitté Israël pour la France et qui dénonce sans ambiguïté et avec une virulence rare la fascisation en cours de sa société ?

En choisissant de projeter son film *Oui avec des logos gouvernementaux*, dans des festivals israéliens plus ou moins liés aux instances étatiques, en concourant aux ophirs (les césars locaux), donc en représentant en cas de victoire Israël aux oscars, Nadav Lapid et sa productrice française, Judith Lou Lévy, savent qu'ils cochent plusieurs critères des campagnes de boycott. Des cinéastes, invités du «cycle Palestine» au festival de cinéma FID Marseille, préféreraient pour cette raison, parmi d'autres (on y revient), retirer leurs films de la sélection si leur confrère israélien figurait dans le jury comme prévu. Nadav Lapid est parti à leur place. «Beaucoup de gens doivent manger du popcorn en nous regardant nous déchirer», déplorait sur France Culture Judith Lou Lévy, navrée du spectacle de «guerre fratricide» offert par des citoyens d'accord sur l'essentiel, à l'heure où le pays risque une bascule à l'extrême droite. Dans une longue analyse sur ce cas «symptomatique de la pensée post-7 Octobre» pour le média *Lundimatin*, l'anthropologue Catherine Hass s'interroge, elle aussi, sans délégitimer le boycott dans son ensemble, sur le sens de cette «victoire à la Pyrrhus» obtenue par les réalisateurs arabes.

Voix dissidentes

La réaction de la quasi-totalité de l'espace médiatique fut immédiate, épidermique, unilatérale : voici donc la preuve irréfutable des impasses théoriques de ce boycott «*dogmatique*», «*aveugle*», ont bondi les défenseurs du cinéaste pour qui «*les artistes ne sont pas des ambassades*». Voilà l'occasion en or de prouver à quel point la menace antisémite rôde partout, ont embrayé les autorités israéliennes et leurs relais en France. Les «*pressions*» exercées sur Lapid et le festival FID Marseille seront finalement mises dans une dépêche de l'Agence France-Presse sur le même plan que la mairie RN de Castres déprogrammant la pièce *Passeport* d'Alexis Michalik : celui de la «*censure*».

Un mois plus tard, sur les terrasses marseillaises, et alors que s'est ouvert mardi un FID plus scruté que jamais, plusieurs acteurs culturels ne décolèrent pas du traitement réservé à l'affaire. Connectés aux scènes artistiques du Maghreb et du Moyen-Orient, œuvrant dans le champ du théâtre, de la danse ou du cinéma, ils sont loin d'être tous acquis aux préceptes du boycott. Mais tous déplorent la lecture «*malhonnête*» de la situation laissant penser que ce levier politique est une «*assignation identitaire*» et frappe des individus «*en fonction de leur nationalité*». Il est pour eux grand temps de débattre de la pertinence et l'efficacité de cet «*outil de résistance pacifique*» qu'on peut toujours trouver «*contre-productif*» mais qui est devenu difficilement contournable dans l'agenda culturel français.

Les campagnes de boycott, rappelle Emmanuel Dror, visent avant tout les conditions matérielles de production et de circulation des œuvres et tout ce qui peut servir à «*normaliser*» l'image d'Israël. Les militants n'en démordent pas : financer les voix dissidentes et laisser circuler des cinéastes critiques dans les espaces culturels européens permettrait à Israël d'entretenir l'image d'une démocratie vivante qui tient à la liberté d'expression. On avait pourtant entendu Miki Zohar, le ministre de la Culture et du Sport de Benyamin Nétanyahou, déclarer dès son investiture qu'il ne permettrait plus le financement public des films «*qui dénigrent l'image d'Israël*» en le présentant comme «*un pays d'occupation*»...

L'argument des militants a en tout cas convaincu 5 000 professionnels de

l'industrie cinématographique mondiale en deux semaines lors du lancement d'une pétition à Berlin, dont une cinquantaine de documentaristes israéliens qui, dans une lettre ouverte le 15 septembre, disaient soutenir de "*tout cœur*" la philosophie et les actions de boycott, aujourd'hui seul outil de résistance pacifique des sociétés civiles face au «*silence*» des gouvernements occidentaux. Réduire des voix au silence pour lutter contre le silence ? Plusieurs organisations de cinéastes israéliens n'en finissent pas, en retour, de contre-argumenter, persuadés que le boycott bâillonnerait fatalement toute voix israélienne dissidente (*lire page 21*).

Si l'on s'en tient aux critères théoriques du boycott, peu importe donc qu'une œuvre diffuse dans l'opinion publique internationale la critique la plus virulente de la dérive morale en Israël si, in fine, elle circule avec un logo gouvernemental. Intéressant de questionner le besoin de cohérence entre contenu et contenant. Mais de là à donner le primat absolu aux modalités de production plutôt qu'au contenu... C'est un non-sens absolu, vitupère une large partie du secteur culturel français. A moins de considérer que l'art est une marchandise comme les autres et qu'un film dissident a autant de puissance critique que n'importe quel produit de consommation. Mais il y a la loi d'un côté et son interprétation de l'autre. Et le Fracbi n'est pas aveugle, défend Emmanuel Dror. La preuve : *Oui* de Nadav Lapid n'était visé par aucune campagne lors de sa sortie en salle bien qu'il réponde à plusieurs critères de l'organisation. «*Nous savons très bien que Nadav Lapid et sa productrice, Judith Lou Lévy, sont des alliés idéologiques. Disons que l'on s'accorde sur le but mais pas sur la stratégie de lutte, et nous trouvons la leur inefficace à l'heure actuelle. Cela dit, les cibler n'a jamais été une priorité !*»

Ecart de visibilité

Au FID début juin, la fronde n'a pas été lancée par les instances du boycott mais par des cinéastes libanais, syriens ou palestiniens fatigués, ulcérés des «réflexes» des programmeurs français : ne pas pouvoir inviter un Palestinien sans «contre-balancer» avec un Israélien, quand l'inverse n'est jamais vrai, n'être jamais prévenu au préalable de cette coexistence imposée avec un «allié»

dont ils contestent les pratiques, discuter si peu de l'écart de visibilité et d'accès aux moyens de production entre cinématographies arabes et israéliennes - autant d'arguments qu'ils développent dans la revue de cinéma décoloniale *Emitaï* et n'ont pas souhaité confier à *Libé*.

D'un côté, donc, l'envie des programmeurs de faire coexister des voix politiquement alliées en dépit des nationalités. De l'autre, un cadre d'invitation institutionnel jugé peu soigneux et déconnecté des réalités. Ce même cadre - celui d'une «corésistance» très désirée entre artistes arabes et israéliens - avait déjà déclenché une bronca en 2025 à la Fête de l'Huma, où le film de Nadav Lapid avait été choisi comme visuel d'un temps fort Palestine, sans que l'artiste ou la productrice n'en ait été prévenus. Plusieurs réalisateurs arabes avaient fini par retirer leurs films de la programmation. Un «échec», convient le BDS. Le Fracbi est justement né de ce «ratage», précise Emmanuel Dror : «*Il fallait en France une cellule spécifiquement dédiée à ces questions.*» Aujourd'hui, l'organisation s'active donc à développer les espaces de débat. Un chantier qui avance dans le cinéma grâce aux actions de «la Palestine sauvera le cinéma», un tout jeune collectif militant constitué à l'été 2024 lors du festival de documentaires de Lussas (Ardèche). «*On s'étonnait, explique l'une de ses membres, qu'aucun espace de discussion ne soit organisé sur la question des formes de solidarité avec les Palestiniens que nous, milieux culturels, pourrions inventer.*» Le groupe, qui fédère cinéastes, programmeurs, monteurs, a pu organiser pour la première fois cette année des débats au festival Cinéma du réel, à Paris, et à Lussas. Au marché du film, à Cannes, un autre s'est également tenu au pavillon palestinien. «*Inimaginable il y a encore deux ans !*» se réjouit le collectif.

Ce dernier tente également de fédérer des acteurs institutionnels autour d'une charte de programmation, respectant les préceptes du boycott culturel. Rejoindre ou non le mouvement suscite de vifs débats en interne dans les bureaux de différentes associations, à commencer par Aflam, festival marseillais dédié aux cinématographies arabes. «*Le clivage est pour une part générationnel et recoupe aussi les divisions entre différentes sensibilités de gauche*», glisse une membre du bureau.

Depuis ce mardi et pendant quatre jours, un cycle de débats, projections, formations est organisé à Marseille sous la coordination de ce collectif et du Fracbi. En marge du FID, l'événement international de documentaire, dont la direction n'a pas souhaité accueillir de débat sur le sujet, *«faute de temps»*. *«Mais vous imaginez aussi à quel point ces festivals de documentaires sont fragiles ? glisse un producteur. Le risque qui pèse sur eux en termes de perte de financement, dans une région où le RN est si fort ?»* Le festival FID dément avoir reçu des pressions de la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur pour *«équilibrer»* sa programmation, comme avancé par la revue *Emitaï*, mais confirme le désengagement de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films, notamment, après le retrait de Nadav Lapid.

L'événement militant, lui, regroupera une vingtaine d'associations culturelles de la ville, parmi lesquelles le collectif juif décolonial Tsedek ou Maan for Gaza, qui travaille à l'évacuation et l'accueil en France des artistes gazaouis. Les débats feront-ils intervenir des interlocuteurs non acquis à leur cause ? *«Non, on entend suffisamment leurs arguments. Mais les questions tourneront dans le public»*, rétorque une membre du collectif. Personne n'interdit d'y reposer la question des alternatives laissées ou non aux cinéastes israéliens dissidents. Mais elle est jugée *«indécente»* par cette même militante : *«Qui se pose vraiment la question pour les réalisateurs palestiniens ?»*